

BILAN 2006

LES PROCEDURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'études trimestrielles, dans deux domaines majeurs de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'études trimestrielles. Ces études sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 16 JANVIER 2007

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr
Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

RELATIONS PRESSE : ACTUAL CONSULTANTS

Aurélie Delmaët - Françoise LINHART
agence@actualconsultants.fr
36 ter avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon Fontainebleau
Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02
www.actualconsultants.fr

BILAN 2006 - LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE

500 procédures de sauvegarde ouvertes en 2006.

Altaires tire un premier bilan sur un an d'application de la Loi de Sauvegarde.

Adoptée le 26 juillet 2005, la Loi de sauvegarde des entreprises est entrée en vigueur le 1^{er} janvier dernier. Destinée à prévenir les difficultés de l'entreprise, elle introduit deux nouvelles procédures : la première dite "de conciliation", est une procédure amiable, et la seconde, dite de sauvegarde, est celle-là de type judiciaire.

La procédure de sauvegarde est réservée aux entreprises qui ne sont pas encore en état de cessation des paiements mais qui rencontrent des difficultés susceptibles de les y conduire. Cette "sauvegarde" est donc une procédure collective de prévention.

Après un an d'application et dans un contexte où les observateurs sont très attentifs à l'évolution de la santé des entreprises, cette loi de sauvegarde trouve son rythme avec 500 procédures ouvertes. Après un premier trimestre encore hésitant (110 procédures), la loi s'est installée au fil des mois suivants. Le trimestre d'été, généralement moins lourd du fait des vacances judiciaires, confirmait l'augmentation des sauvegardes (125). La tendance s'est poursuivie sur les 3 derniers mois (147).

Néanmoins, le nombre de sauvegardes est à comparer aux 47 000 jugements d'ouverture de redressements ou liquidations judiciaires sur la même période : 1 sauvegarde est mise en place pour 100 procédures judiciaires "classiques".

Le profil type de ces candidats à la sauvegarde est celui d'une entreprise de Services de taille modeste installée dans le sud-est de la France.

Rhône-Alpes et PACA concentrent le tiers des procédures

C'est en Rhône-Alpes que la procédure de sauvegarde a été la plus utilisée. 87 demandes de "sauvegarde" ont en effet été enregistrées, principalement sur le Tribunal de commerce de Lyon. La Région devance la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui recense 76 procédures de sauvegarde, essentiellement sur les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône.

L'Île-de-France comptabilise moins de sauvegardes (44) mais, on peut noter que la moitié d'entre elles ont été engagées sur le seul dernier trimestre. De plus, la Région a été au cœur de dossiers importants très médiatisés comme Eurotunnel et Libération, mais aussi Photo Service qui a pu mettre en place un plan de sauvegarde.

Par ailleurs, 6 autres Régions enregistrent plus de 20 sauvegardes sur l'année : Aquitaine, Bretagne, Centre, Languedoc-Roussillon, Lorraine et Pays-de-Loire.



Decide with Confidence



Les Services ont davantage utilisé le dispositif

152 entreprises de services ont eu recours à ce nouveau dispositif. Les Services aux entreprises concentrent les 2/3 des procédures (99). Les Services aux particuliers comptabilisent 53 sauvegardes dont les 4/5 (42) concernent les Cafés-Hôtels-Restaurants.

L'Industrie enregistre 136 procédures dont "seulement" 18 dans l'Industrie agroalimentaire (IAA). Hors IAA, l'Industrie des biens intermédiaires recense 54 sauvegardes principalement dans la mécanique, l'électronique-électrique et le plastique. L'Industrie des biens de consommation, principalement l'imprimerie et l'édition, compte 37 sauvegardes. L'Industrie des biens d'équipement, notamment les constructions et fermetures métalliques et la chaudronnerie-tuyauterie, comptabilise 24 sauvegardes.

Le Commerce approche les 100 procédures, dont la moitié se situent dans la vente de détail. Également 28 sauvegardes, enregistrées dans le commerce de gros et 19 dans le commerce et la réparation automobile.

Le Bâtiment (34), les Transports (21) et l'Agriculture (20) ont assez peu utilisé le dispositif.

Les petites entreprises recourent à la procédure de sauvegarde

Près d'une entreprise sur deux est une SARL (47%).

La forte proportion de petites structures est confirmée par la taille des entreprises. Les 3/4 salarient moins de 20 personnes, près d'une sur deux compte de 0 à 5 salariés.

Les entreprises de petite taille sont généralement moins anciennes, c'est la raison pour laquelle la moitié des sauvegardes porte sur des entreprises de moins de 10 ans.

Néanmoins, le tiers des sauvegardes concerne des sociétés plus structurées et donc plus anciennes, de type Société Anonyme (SA). C'est pourquoi nous observons que 35% des sociétés en sauvegarde ont plus de 15 ans.

Le chiffre d'affaires réalisé par ces entreprises en sauvegarde est également relativement bas. 40% des sociétés développent moins de 1,5 M€ et 50% moins de 3 M€. Ce taux pourrait être encore supérieur si nous considérions tout ou partie des chiffres d'affaires non communiqués.

13 % des procédures de sauvegarde sont converties en Redressement ou Liquidation Judiciaire

Réservée aux entreprises qui ne sont pas encore en état de cessation, la procédure de sauvegarde s'est avérée finalement inadéquate pour 65 entreprises (13% des procédures) : en effet, soit la cessation de paiement existait préalablement, soit la situation financière était trop compromise.

Sur l'année, 38 sauvegardes ont été converties en redressement judiciaire, avant d'être placées, pour 13 d'entre elles, en liquidation judiciaire. D'autre part, 27 sauvegardes ont été directement converties en liquidation judiciaire. Ces conversions sont généralement constatées dans le trimestre suivant la sauvegarde.

Le dispositif a pour objet de prévenir les difficultés des entreprises, pourtant certaines d'entre elles présentent des symptômes de fragilité au moment de l'ouverture de la sauvegarde. Plus de la moitié (51%) réglait leurs fournisseurs avec plus de 15 jours de retard. Pour 14%, ces retards dépassaient même les 30 jours. Or, selon nos observations, le seuil des 30 jours est confirmé comme point d'accélération du niveau de risque. En effet, à partir de 30 jours de retard, la probabilité de défaillance est 6 fois plus élevée.

Une issue plus positive serait l'arrêté du plan de sauvegarde. Or ils sont encore rares : seuls 5 plans ont été prononcés en 2006.



Decide with Confidence



Analyse de Thierry Millon, Responsable des Études Altares

"À la lecture de ce premier bilan, on constate que malgré une utilisation en hausse au fil des mois, la procédure de sauvegarde ne représente que 1 % des procédures collectives. La protection de la loi, offerte au dirigeant prévoyant, peut pourtant donner à l'entreprise les moyens de rebondir et pérenniser ses activités. Pour autant, une juste lecture en amont d'une dégradation attendue, voire inéluctable, de la situation de l'entreprise est essentielle à la réussite du projet. Or, 13 % des procédures de sauvegardes sont converties en RJ voire LJ. La procédure de sauvegarde n'est en effet pas applicable lorsque la cessation des paiements est avérée. De plus, la publicité faite de l'ouverture de la procédure de sauvegarde peut faire craindre au chef d'entreprise que ses efforts à prévenir une situation non encore compromise soient assimilés à un dépôt de bilan probable. Les dirigeants peuvent alors opter pour des mesures de type mandats ad Hoc ou conciliations dont la confidentialité peut favoriser le succès du dispositif."

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Sont retenues les entreprises ayant fait l'objet de l'ouverture d'une procédure de sauvegarde. Ne sont, par conséquent, pas considérées, les procédures amiables et les ouvertures de redressement judiciaire et liquidation judiciaire.

Les "sauvegardes" sont comptabilisées à la date du jugement et non à la date de publication de l'information.

Les sources des procédures de sauvegarde collectées : ALTARES collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des chambres commerciales des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance.

ALTARES est également licencié du BODACC (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le BODACC publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde. Les statistiques d'ouverture de procédure de sauvegarde diffusées par ALTARES sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC. ■

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

ALTARES est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

ALTARES répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), ALTARES diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'ALTARES disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 100 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, ALTARES, Filiale du Groupe FININFO, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 50 Millions d'Euros, l'entreprise compte

près de 300 collaborateurs répartis sur 3 sites principaux : Nanterre, Rambouillet et Villeurbanne.

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence



LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE BILAN 2006

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE 6

- 6 Statistiques France globale
 - Ouvertures des procédures de sauvegarde en 2006
 - Statistiques par tranches d'effectifs
- 7 Statistiques par activités détaillées
- 8 Statistiques par âge
 - Statistiques par formes juridiques
 - Statistiques par tranches de chiffre d'affaires
- 9 Statistiques par tranches de retards de paiement
 - Statistiques par Régions
- 10 Ouvertures de sauvegarde par Région
- 11 Les sauvegardes en 2006 d'entreprises de plus de 30 M€ de Chiffre d'Affaires

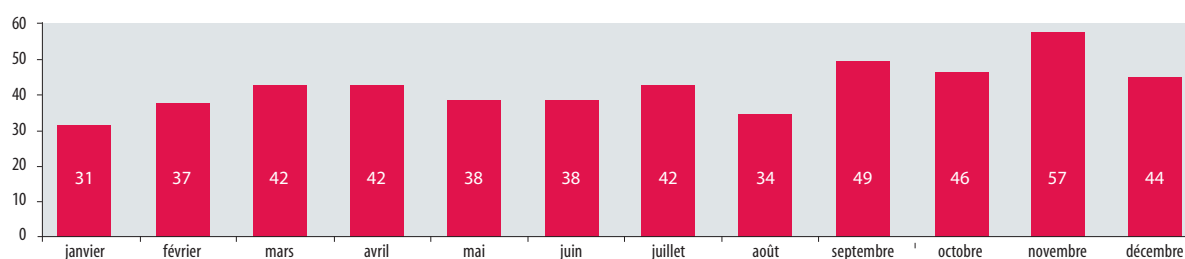
STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

JANVIER - DECEMBRE 2006

STATISTIQUES FRANCE GLOBALE

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
France	31	37	42	42	38	38	42	34	49	46	57	44

OUVERTURES DES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE EN 2006



STATISTIQUES PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	T1 2006	T2 2006	T3 2006	T4 2006	Année 2006
inconnu	1	0	10	0	11
sans salarié	11	22	21	25	79
1 ou 2 salariés	24	20	25	25	94
3 à 5 salariés	13	16	10	19	58
6 à 9 salariés	9	16	15	26	66
10 à 19 salariés	19	18	14	18	69
20 à 49 salariés	18	14	11	16	59
50 à 99 salariés	7	6	9	5	27
100 salariés et plus	8	6	10	13	37
Total	110	118	125	147	500

STATISTIQUES PAR ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	T1 2006	T2 2006	T3 2006	T4 2006	Année 2006
AGRICULTURE	4	3	10	3	20
Chasse Pêche Forêt	1	0	0	0	1
Culture	1	3	7	3	14
Élevage	2	0	3	0	5
COMMERCE	22	25	21	29	97
Commerce et réparation de véhicule	6	3	5	5	19
Commerce de détail	7	15	13	15	50
Commerce de gros	9	7	3	9	28
BÂTIMENT	10	4	10	10	34
INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	6	4	3	5	18
INDUSTRIE HORS IAA	25	30	28	35	118
Automobile	1	1	0	1	3
Industrie des biens de consommation	7	10	5	15	37
Industrie des biens d'équipement	4	8	7	5	24
Industrie des biens intermédiaires	13	11	16	14	54
TRANSPORT	6	4	7	4	21
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	0	2	2	4	8
SERVICES AUX ENTREPRISES	14	23	29	33	99
SERVICES AUX PARTICULIERS	18	10	11	14	53
Autres Services aux particuliers	3	3	1	4	11
Café, Hôtels, Restaurants	15	7	10	10	42
IMMOBILIER	1	3	1	1	6
AUTRES ACTIVITÉS	4	10	3	9	26
Santé	0	6	1	4	11
Action sociale	2	0	0	4	6
Activités associatives	1	2	1	0	4
Education	1	2	1	1	5
Ensemble des activités	110	118	125	147	500

STATISTIQUES PAR ÂGE

ÂGE	T1 2006	T2 2006	T3 2006	T4 2006	Année 2006
moins de 2 ans	9	9	20	20	58
3 à 5 ans	20	22	20	32	94
6 à 10 ans	28	23	22	19	92
11 à 15 ans	15	16	15	27	73
16 à 50 ans	37	47	34	47	165
51 ans et plus	1	1	5	2	9
Non précisé			9		9
Total	110	118	125	147	500

STATISTIQUES PAR FORMES JURIDIQUES

FORME JURIDIQUE	T1 2006	T2 2006	T3 2006	T4 2006	Année 2006
Affaires en nom propre	8	16	18	15	57
SARL	62	53	44	75	234
Sociétés anonymes ou SAS	36	41	46	48	171
Autres	4	8	17	9	38
Total	110	118	125	147	500

STATISTIQUES PAR TRANCHES DE CHIFFRE D'AFFAIRES

CHIFFRE D'AFFAIRES	T1 2006	T2 2006	T3 2006	T4 2006	Année 2006
inconnu	22	35	54	45	156
< 1,5 M€	50	54	37	58	199
1,5 M€ à 3 M€	16	13	10	18	57
3 M€ à 7,5 M€	9	6	11	7	33
7,5 M€ à 15 M€	7	3	6	9	25
15 M€ à 30 M€	4	2	0	4	10
30 M€ à 75 M€	1	3	3	4	11
75 M€ à 150 M€	1	2	2	2	7
> 150 M€	0	0	2	0	2
Total	110	118	125	147	500

STATISTIQUES PAR TRANCHES DE RETARDS DE PAIEMENT

RETARDS DE PAIEMENT	T1 2006	T2 2006	T3 2006	T4 2006	Année 2006
plus de 90 jours de retard	6,3%	1,6%	1,7%	2,9%	2,9%
de 60 à 90 jours de retard	4,2%	3,2%	1,7%	2,9%	2,9%
de 30 à 60 jours de retard	8,3%	11,3%	8,3%	4,4%	8,0%
de 15 à 30 jours de retard	56,3%	32,3%	38,3%	27,9%	37,4%
moins de 15 jours de retard	25,0%	51,6%	50,0%	61,8%	48,7%

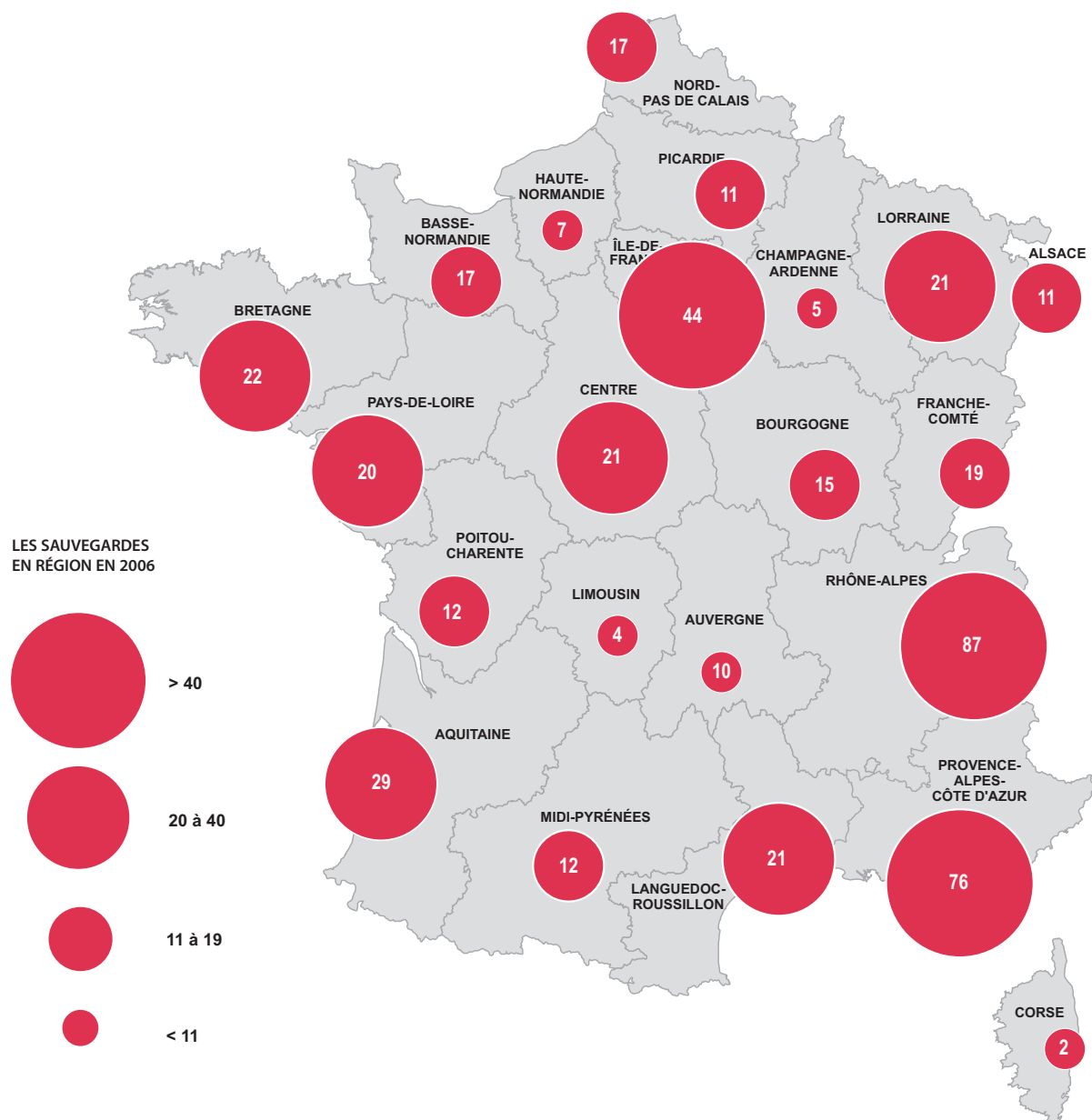
Les retards de paiement sont ceux constatés par le programme Dun Trade, qu'Altare met en oeuvre en France. Ce programme, unique au monde, est alimenté par les informations provenant directement de la comptabilité-client de milliers d'entreprises partenaires (leurs balances âgées). Il s'appuie sur l'observation factuelle de plus de 20 millions d'expériences de paiement en Europe, dont 3 millions sur la France."

STATISTIQUES PAR RÉGIONS

RÉGIONS	T1 2006	T2 2006	T3 2006	T4 2006	Année 2006
Alsace	5	1	1	4	11
Aquitaine	9	8	2	10	29
Auvergne	2	2	3	3	10
Basse-Normandie	3	6	6	2	17
Bourgogne	2	2	6	5	15
Bretagne	8	5	4	5	22
Centre	5	6	3	7	21
Champagne-Ardenne	0	1	2	2	5
Corse	0	1	0	1	2
Franche-Comté	2	6	5	6	19
Haute-Normandie	0	1	2	4	7
Île-de-France	5	8	9	22	44
Languedoc-Roussillon	1	7	5	8	21
Limousin	2	1	0	1	4
Lorraine	13	2	6	0	21
Midi-Pyrénées	4	1	4	3	12
Nord-Pas de Calais	4	5	5	3	17
Pays-de-Loire	3	5	6	6	20
Picardie	1	2	3	5	11
Poitou-Charentes	3	4	3	2	12
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20	16	16	24	76
Rhône-Alpes	17	24	23	23	87
AUTRES (dont DOM)	1	4	11	1	17
Total	110	118	125	147	500

OUVERTURES DE SAUVEGARDE PAR RÉGION

SOURCE ALTARES



LES SAUVEGARDES EN 2006 D'ENTREPRISES DE PLUS DE 30 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	ACTIVITÉ	ANNÉE DE CRÉATION	CA 2005 (1)	MOIS DE LA SAUVEGARDE (2)	EFFECTIF
FRANCE MANCHE	75	Île-de-France	Gestion d'infrastructures de transports terrestres	1985	375,8 M € (2004)	08	-
M.B. SA	39	Franche-Comté	Commerce de gros d'équipements automobiles	1941	267,9 M €	09	208
PHOTO SERVICE SA	75	Île-de-France	Laboratoires techniques de développement et de tirage	1989	120,2 M € (Plan Sauv. en 06)	01	2039
COFRAMI CIE FR MINI MICRO	75	Île-de-France	Conseil en systèmes informatiques	1986	128,5 M €	11	1820
TERGAL FIBRES	80	Picardie	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	1993	123,8 M €	11	215
FABRIS	86	Poitou-Charentes	Fabrication d'équipements automobiles	1958	92,1 M €	05	504
MB AUTOMOTIVE FONDERIE VILLERS	88	Lorraine	Fonderie de métaux légers	2000	97,3 M €	09	409
MANZONI BOUCHOT FONDERIE	39	Franche-Comté	Fonderie de métaux légers	1993	93,1 M €	09	464
LAJOUS INDUSTRIES SAS	80	Picardie	Mécanique générale	1957	99,0 M €	05	545
LIBERATION	75	Île-de-France	Edition de journaux	1991	67,5 M €	10	344
FLORENCE ET PEILLON	38	Rhône-Alpes	Fonderie de métaux légers	1977	57,2 M €	05	408
STE D EXPLOITATION DU SITE DES ANGLES	30	Languedoc-Roussillon	Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	1992	46,7 M €	07 (RJ en 09)	166
SETFORGE L HORME	69	Rhône-Alpes	Forge, estampage, matriçage	1986	47,1 M €	05	283
NFM TECHNOLOGIES	69	Rhône-Alpes	Fabrication de matériels de travaux publics	1987	40,4 M € (2004)	09	234
M.B.P.	39	Franche-Comté	Fabrication de pièces techniques en matières plastique	1990	39 M €	09	135
STECO BATTERIES	28	Centre	Fabrication d'accumulateurs et de piles électriques	2001	36,5 M €	11	199
ARFEO	75	Île-de-France	Fabrication de meubles de bureau et de magasin	1985	35,5 M €	12	317
JOSE ALVAREZ	82	Midi-Pyrénées	Autres commerces de gros de biens de consommation	1993	34,7 M €	11	84
N.SCHLUMBERGER	68	Alsace	Fabrication de machines pour les industries textiles	2004	33 M €	02	471
ESPACE FRANCE DISTRIBUTION	14	Basse-Normandie	Autres commerces de gros de biens de consommation	1995	31,7 M € (2004)	04 (RJ en 04)	81

(1) sauf année différente précisée dans le tableau - (2) suite de la procédure précisée dans le tableau